

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 50 cts. pour la recevoir par la poste, franchise de port.

JOURNAL

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

DE LA VILLE

ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

ALLEMAGNE. — Francfort, 28 août.

On lit dans la *Gazette d'Etat de Prusse*, du 27 août :
« La *Gazette officielle*, publiée à Potsdam, contient quelques prescriptions pour le maintien de la santé publique, attendu que le choléra a éclaté de nouveau en divers endroits du royaume.
» Ici, à Berlin, il y a eu du 25 au 26 du courant, 95 cas de choléra, dont 41 décès. »

Du 29. — A Berlin, du 26 au 27, le nombre de cas de choléra a été de 135. 81 individus y ont succombé.

— On écrit de Naples, en date du 15, que le choléra y enlevait encore de 10 à 12 individus par jour, la plupart des enfans de 6 à 8 ans. On évalue à 34,000 le nombre des victimes faite par cette maladie depuis octobre dernier.

A Rome, le 19, on pensait que le nombre de cas s'était élevé de 17 à 200, et que plus de la moitié des individus atteints avaient succombé.

Du 30. — On écrit de la frontière de l'Italie, le 23 août :
« Ces jours derniers quelques Espagnols de distinction, connus comme partisans de don Carlos, sont passés par cette frontière. On assure qu'ils sont chargés de missions diplomatiques à Vienne, Berlin et Saint-Petersbourg, ce qui est d'autant moins douteux, que parmi eux se trouvaient MM. de Monasterio, Villafranca et autres, qui ont déjà acquis quelque célébrité comme agens carlistes. » (*Id.*)

FRANCE. — Paris, 31 août.

On assurait ce soir que l'expédition de Constantine était décidée. M. le duc d'Orléans en serait le général en chef. L'entrée en campagne aurait lieu le 15 septembre au plus tard.

S. A. R. doit, dit-on, partir lundi pour l'Afrique.

— On écrit de Guelma, 19 août :

« D'après les dernières nouvelles que nous avons reçues de Constantine, de nombreux contingens avaient déjà rejoint l'armée du bey. Le camp de ce dernier est vaste et bien approvisionné ; il pourra recevoir 6,000 chevaux et 5,000 fantassins ; un second camp a été placé à six lieues de Constantine ; il compte 4,000 cavaliers. Voilà à peu près toutes les forces dont Achmet pourra disposer, car il faut compter pour peu de chose les Arabes des tribus à moitié neutres qui se rallient toujours au plus fort. »

— Le *Journal des Débats* publie ce matin de longues réflexions sur les affaires d'Espagne. Jamais nous ne l'avions vu traiter avec autant de rudesse le prétendant espagnol qu'il va aujourd'hui jusqu'à décorer de l'épithète d'imbécile. La feuille de M. Bertin cherche à prouver aujourd'hui que la stabilité de la démocratie ou du gouvernement de don Carlos est également impossible, mais que le triomphe du prétendant est cependant plus à craindre que celui des ultra-libéraux.

Nous avons reçu aujourd'hui de nouveaux renseignements, qui expliqueraient assez bien la pensée dont a été dominé l'auteur de l'article du *Journal des Débats*.

On nous assure qu'Espartero a donné sa démission et que l'ancien ministère est remis en masse, M. Calatrava en tête. Espartero aurait déclaré qu'il n'avait agi qu'à l'instigation de la plupart de ses officiers et qu'il n'avait pas la moindre ambition personnelle. Espartero sera destitué et mis en jugement. La reine de son côté, a protesté qu'elle est innocente de ce mouvement fait sans sa participation.

(*Correspondance.*)
— Nous avons reçu des nouvelles de Madrid, en date du 23 août.

Le général San Miguel a été nommé, sur le refus d'Espartero, ministre de la guerre ; mais le décret de nomination ne s'explique pas sur la présidence du conseil, et porte seulement que la conduite des opérations militaires ne permettant pas au général Espartero de remplir en ce moment les fonctions qui lui avaient été confiées, la reine régente a pourvu à son remplacement. Nous apprenons d'un autre côté que M. Gonzalès, ancien président des cortès, et membre des cortès actuelles, a été appelé au ministère de l'intérieur, non accepté par M. Vadillo.

La désorganisation de l'armée va toujours croissant. Des lettres

de Madrid annoncent qu'un grand nombre de soldats de la division d'Espartero, continuaient à se montrer dans les rues de la capitale, quoique la division elle-même fût à douze lieues de Madrid.

Le découragement des généraux est à son comble. Les deux capitaines-généraux de la Vieille et Nouvelle-Castille, Mendez Vigo, (collègue de M. Isturitz lors de son ministère), et Alvarez, ont donné leur démission.

Cependant Madrid est assez tranquille : l'ordre s'y maintient. Mais on craint les manœuvres de M. Mendizabal, et déjà l'on signale des entrevues secrètes de M. Southern, secrétaire de M. Villiers, avec plusieurs des chauds partisans de l'ex-ministre des finances. Ces entrevues sont probablement fort innocentes, nous aimons à le croire ; mais le parti modéré accuse M. Southern d'avoir pris une part fort active aux événemens qui ont précédé la révolution de la Granja ; et, depuis cette époque, toutes ses démarches sont l'objet d'une inquiète surveillance. M. Southern passait déjà pour s'être compromis avec le parti exalté, lors de la révolte des juntes en juillet et août 1835.

Du 1^{er} septembre. — La sortie de Toulon de l'escadre sous les ordres du contre-amiral Gallois a éveillé l'attention publique, à cause du mystère qui accompagne cette expédition : parmi les nombreuses conjectures que l'on forme à ce sujet, il en est une qui paraît offrir beaucoup de probabilités. L'on sait que la Porte-Ottomane a réclamé de la France des indemnités pour la perte de ses droits de suzeraineté sur Alger ; qu'en même tems elle a sur Tunis des vues bien connues depuis long-tems, et qu'enfin Achmet, qui jouit parmi ses co-religionnaires d'une grande célébrité à cause de la persévérance de sa lutte contre nous, s'est placé sous la suzeraineté du grand-seigneur et a sollicité son appui. La flotte turque, partie des Dardanelles, est en mer, elle se dirige vers Tunis avec des troupes de débarquement ; il est assez vraisemblable que le contre-amiral Gallois est chargé de surveiller ses mouvemens et de lui défendre, au besoin, l'entrée du port de Tunis.

— Le *Diaro* de Lisbonne, du 19, contient la dépêche télégraphique qui suit. C'est la dernière nouvelle officielle publiée par le gouvernement, cette raison la rend importante :

« L'artillerie est arrivée à trois heures du matin ; on attend à chaque instant un corps d'infanterie venant d'Abrantes ; Santarem est imprénable. »

» Quatre officiers de cavalerie et deux soldats ont passé de Léiria aux rebelles : ils sont dans un désordre complet. Saldanha a voulu déterminer la garde nationale de Leiria et celle de Figueria à marcher ; elles ont refusé. Hier il a quitté, avec ses amis, Leiria pour se rendre à Alcobaca. (Une heure.) Les troupes du baron Bonfim sont à Pombal. »

Notre correspondance va plus loin que cette dépêche. Saldanha, selon notre lettre, avait quitté Alcobaca dans la soirée du 18 pour se rendre à Rio Mayor, où il se proposait d'attendre le duc de Terceira entré à Massa le même jour.

On pensait que leur jonction s'opérerait le 28. Il a été publié une ordonnance qui met la garde municipale et la garde nationale du district de Lisbonne sous les ordres du commandant de la première division militaire.

— On lit dans le *Journal des Débats* l'article suivant qui paraît venir de source officielle :

« L'expédition de Constantine est décidée. Tout en continuant avec ardeur les préparatifs depuis dix mois, le gouvernement a désiré la paix ; il aurait voulu compléter, par un traité avec Achmet-Bey, la pacification de la régence. L'honneur de la France ne pouvait assurément pas être entaché par le mauvais succès de la dernière expédition, du, comme tout le monde le sait, à l'intempérie du climat, et n'exigeait pas une réparation sanglante. La France n'a pas besoin de prouver que ses soldats valent bien les Arabes d'Achmet-Bey. Le rôle de la modération était donc celui qui convenait à la France. C'était, d'ailleurs, obéir au vœu le plus marqué de la chambre que de mettre un terme à ce système d'expéditions qui se nécessitent et s'enchaînent l'une l'autre, et font de l'Afrique une arène sanglante où la France dépense beaucoup

en hommes et en argent et ne recueille rien. Toutes les démarches que l'honneur et l'intérêt du pays permettaient de faire, le gouvernement les a faites. Aujourd'hui que ces propositions ont été repoussées, le gouvernement n'hésite pas davantage. La guerre sera faite et avec tous les moyens qui peuvent en assurer le succès.

» Achmet-Bey avait paru d'abord disposé à se soumettre aux conditions que la France lui imposait. Ses premières propositions n'ayant pas été acceptées, il adhéra aux nôtres. Il reconnaissait la suzeraineté de la France; il consentait à payer tribut et à laisser nos troupes occuper la position de Guelma aussi long-tems que nous-mêmes nous le jugerions convenable. Comme on le voit, tous les droits et tous les intérêts de la France étaient garantis par ce projet de traité. Mais au moment de le signer, Achmet-Bey a tout-à-coup changé de résolution et demandé, comme condition *sine qua non*, que nos troupes évacuassent immédiatement Guelma. Le traité a été rompu et le gouvernement s'est préparé à la guerre. Il paraît que ce qui a relevé subitement le courage d'Achmet-Bey, c'est le départ de Constantinople de l'escadre turque qui se rend à Tunis. Achmet attend probablement de cette escadre des secours et des armes. Mais le gouvernement, de son côté, a fait partir du port de Toulon, les escadres réunies sous le commandement de l'amiral Gallois et de l'amiral Lalande, avec les ordres les plus précis d'exiger sur-le-champ la retraite de la flotte turque, et, au besoin, de l'obtenir par la force. On sait que la flotte turque, commandée par le capitain-pacha, se compose de trois vaisseaux de ligne, de trois frégates et de six corvettes.

— Plusieurs journaux ont annoncé hier que M. le duc d'Orléans partirait lundi, 4 septembre, pour l'Afrique. Une feuille amie du ministère dit ce matin que sur les vives représentations faites au roi, il a été décidé que le prince royal ne prendrait pas le commandement de l'expédition de Constantine; c'est M. le duc de Nemours qui représentera la famille royale auprès de l'armée d'Afrique dans la campagne qui va s'ouvrir.

Si cette feuille se trompait, ce que nous ne croyons pas, les trois fils aînés du roi se trouveraient à la fois absents; les ducs d'Orléans et de Nemours en Afrique, et le duc de Joinville sur les mers d'Amérique. Ce serait certainement manquer de prudence.

— Nous pouvons annoncer à nos lecteurs, d'une manière positive, d'après nos dernières nouvelles d'Angleterre, que le mariage du prince Alexandre de Wurtemberg avec la princesse Marie d'Orléans est définitivement arrêté. Le roi de Wurtemberg, actuellement à Londres, a donné la signature nécessaire d'après les statuts des familles souveraines en Allemagne, pour la validité du mariage d'un membre de sa famille. On sait que le prince Alexandre est le cousin-germain du roi. Louis-Philippe s'engage par le contrat à payer à sa fille une rente annuelle de 200 mille francs; et à son décès elle jouira de la portion de bien dont la nue propriété seulement lui a été confiée par l'acte de donation antérieur de quelques jours à la royauté du 7 août, et par laquelle Louis-Philippe a soustrait ses biens à l'incorporation au domaine de l'état. (France.)

— La fondation d'une nouvelle société vient de jeter l'émou dans le monde commercial à Paris. On assure que M. Barbet, de Jouy, propriétaire et directeur de la célèbre manufacture de toiles peintes de Jouy, va mettre son établissement en actions. Si, comme nous avons lieu de le supposer, cette nouvelle est certaine, nous ne savons pas où s'arrêtera le progrès des sociétés par actions; car la manufacture de Jouy est notoirement l'un des plus vastes établissements industriels de la France et peut-être de l'Europe, et son propriétaire est un des plus riches négociants de la capitale.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

« On écrit des frontières, le 26 août :

« La révolution va crier victoire, Charles V, après s'être avancé jusqu'à Ceilla, s'est replié sur les hauteurs de Cantavieja. Mais si elle ne nous montre pas la cause de ce mouvement dans les victoires ou les manœuvres des généraux de la reine, il faudra convenir qu'il n'a fait que ce qu'il a cru de son intérêt de faire.

» Tranquille dans ces nouvelles positions, entouré d'un corps de troupes très-considérable, ayant derrière lui la province de Valence presque entièrement occupée, plus loin son armée d'Aragon, et plus loin encore son armée de Catalogne, qui lient leurs opérations et communiquent sans obstacles par la prise de Mora, qui a capitulé, il attend avec confiance le moment de son triomphe, tant par la force de ses armes que par la chute du gouvernement de Christine qui, sans argent, sans influence, sans énergie, s'écroule pièce à pièce.

» A Valence, les carlistes sont les maîtres du pays et les révolutionnaires dans la capitale. La députation dans une adresse à la reine, a été jusqu'à lui dire : « Tels sont nos vœux, malheur à vous, malheur à nous s'ils ne sont pas exaucés ! » Les chefs militaires perdent partout confiance.

» Le capitaine-général de Valence est remplacé par Estella; le baron de Meer a vu sa démission acceptée. Immobile dans une

position défensive près de Cervera il attend son successeur qu'on dit être Mendez Vigo. Pastor et Puig, ses lieutenants, ont offert la leur. »

— On écrit de Madrid, 23 août :

« Le ministère n'a pas encore présenté son programme. Il n'a pas fait acte d'autorité dans les bureaux des divers départemens de l'administration. Il semble qu'il ne veuille pas prendre d'engagement avant que les cortès aient prononcé sur les questions soulevées contre M. Pizarro.

» Hier un officier de l'état-major d'Espartero est arrivé où se trouve ce général avec sa division à dix ou douze lieues de Madrid. On disait que cet officier était porteur de dépêches par lesquelles le général ministre mandait auprès de lui une division entière du ministère de la guerre.

» Le ministère a été donné à M. San Miguel qui rivalise de dévouement avec M. Pizarro. Les dispositions de la population sont en général très-rassurantes, mais il y a dans la capitale des hommes qui cherchent à semer le trouble et que de malheureuses circonstances ne pourraient que trop bien servir. Ainsi on n'ignore pas que M. Mendizabal espère encore être rappelé aux affaires comme libérateur de la patrie. On remarque les conférences secrètes de MM. Arguelles et Heros avec l'ambassadeur anglais. »

— Une correspondance de Barcelonne du 16 août, publiée par l'*Espagnol* du 23, contient ce qui suit :

« Quatre vaisseaux anglais sont mouillés dans notre rade, ce sont : la *Princesse Charlotte*, de 104 canons et 722 soldats de marine; l'*Asia*, de 84 canons et 630 soldats; le *Talavera*, de 74 canons et 600 soldats de marine, et le *Rodney*, de 92 canons et 720 soldats. Nous avons encore dans le port les bricks de guerre anglais le *Childers*, de 16 canons et 100 hommes de troupes de marine; le *Scorpion*, de 10 canons et 50 hommes de troupes, et le *Nausilus*, de 10 canons et 50 hommes de troupes, plus les navires à vapeur la *Médée*, de 4 canons et 120 hommes de troupes, et la *Confiance*, de 2 canons et 40 hommes de troupes. Cette force réunie forme un total de 396 canons, et près de 3,200 hommes de troupes.

» On assure qu'il y en a encore d'autres à Mahon, à Malte et sur d'autres point qui doivent aussi nous arriver. L'apparition de cette force maritime dans notre port donne lieu à mille conjectures et à mille calculs. Les uns disent que les Anglais doivent nous amener jusqu'à concurrence de 10,000 h. de troupes de débarquement pour nous aider à pacifier ces provinces; tandis que d'autres moins confians ou plus alarmistes n'y voient autre chose qu'un commencement d'exécution du traité de commerce qui doit causer la ruine de la Catalogne. Quant à moi, je ne saurais ajouter foi à cette dernière assertion, bien qu'on ait parlé vaguement d'un traité de ce genre qui plongerait dans la misère et le désespoir tant de milliers de familles. Nous ne sachons pas qu'il en ait été question dans les cortès, que probablement le gouvernement aurait consultées avant de prononcer la sentence de mort de l'industrie catalane. Quoiqu'il en soit, cette idée seule a jeté l'affliction dans toute la Catalogne, de même que les provinces agricoles s'affligeraient avec raison, si elles savaient qu'il fût question de permettre la libre entrée des grains étrangers. »

Dépêches télégraphiques.

Bayonne, 27 août, sept heures du soir.

(Envoyée de Bordeaux par courrier extraordinaire.)

« Une révolte a éclaté à Pampelune. Le général Saarsfield et le colonel Mendivil ont été massacrés. La citadelle est au pouvoir des révoltés. »

Bayonne, 30 août, trois heures du matin.

Madrid, 26 août

« Espartero est toujours avec ses troupes dans les environs de Madrid, où tout est parfaitement tranquille.

» Le cabinet s'est complété par la nomination du député Gonzales au ministère de l'intérieur.

» Rien de nouveau du prétendant. »

— Dans la séance du 22, on a lu et voté le message adressé à la reine sur la conduite des officiers de la division d'Espartero. Les ministres des affaires étrangères, de la justice et de la marine ont assisté à cette discussion, qui a été très-chaude. Enfin le message a été adopté par 104 voix contre 6. Voici cette pièce :

« Madame, l'événement déplorable qui a eu lieu à Popuelo de Arabaca a causé aux cortès la douleur la plus profonde. La voix publique a fait connaître l'attentat commis par quelques officiers de la garde royale d'infanterie, qui ont prétendu, par des exigences criminelles, forcer la haute prérogative constitutionnelle de V. M. de changer le ministère.

» Ces actes, madame, attaquant la loi fondamentale de l'état et troublant l'ordre public, conduisent à la dissolution du gouvernement représentatif, et à la subversion des principes sociaux. La division, la stabilité, et les attributions des pouvoirs de l'état

établis par la constitution ne peuvent pas dépendre de la volonté de ceux qui ont reçu les armes de la patrie pour la défendre et faire acte d'obéissance. Les droits des Espagnols seraient perdus, si la force pouvait usurper la place de la loi, et le désordre conduirait la nation dans un chaos horrible.

» Pour éloigner ces dangers, conserver l'honneur de l'armée qui combat glorieusement pour la cause nationale, sauver les prérogatives de la couronne et assurer avec stabilité l'observance de la constitution, les cortès s'empresstent d'offrir à V. M. au nom de la nation magnanime qu'ils représentent, leur coopération franche et loyale. »

— Deux journaux, le *Constitutionnel* et le *Monde*, persistent à dire, d'après leurs correspondances, que la majorité des cortès a l'intention de prononcer la déchéance de la régente, et de se constituer en permanence. On a pu juger, en lisant l'adresse des cortès à la reine, si la majorité de cette assemblée est animée du dessein qu'on lui prête. Nous n'avons pas reçu aujourd'hui les journaux de Madrid, mais la dépêche télégraphique publiée par le *Moniteur* va jusqu'au 26, et ne parle ni de déchéance ni de troubles à Madrid. Elle annonce, au contraire, que le ministère est complété par l'acceptation de M. Gonzalès, ancien président des cortès, nommé ministre de l'intérieur. Les circonstances sont graves, terribles, mais enfin le cabinet a pu se constituer, et les noms des hommes qui le composent offrent des garanties de force et d'attachement à la constitution nouvelle. L'insurrection militaire n'a pas produit jusqu'à présent le résultat qu'en espéraient le comité des exaltés et le parti statutiste. Il est donc permis de ne pas perdre toute espérance du rétablissement de l'ordre par l'action gouvernementale.

On lit dans les mêmes journaux les nouvelles suivantes, dont nous leur laissons la responsabilité :

Des révoltes ont éclaté en Aragon dans le corps d'armée de Buerens et d'Oraa, le premier a pris la fuite ; on dit que le second a été assassiné.

Il paraît qu'un mouvement dans un sens différent a eu lieu dans la division de Mendez Vigo. Son état-major a fait une adresse à la reine pour lui exprimer ses vœux en faveur du rétablissement de l'*estatuto real* ; c'est le brigadier Alcala qui a été chargé de porter cette adresse à Madrid. Mendez Vigo n'a pas voulu la signer ; il a même aussitôt donné sa démission. On annonce aussi la démission du général Quiroga, ainsi que de celle du chef politique de Madrid. (Commerce.)

— On écrit de Barcelonne, 22 août :

« La principauté chrétienne sera peut-être bientôt réduite à la capitale. Les révolutionnaires fuyant les armées carlistes, se réfugient dans nos murs, attirés par les forces navales britanniques qui sont en vue et par celles qui sont en possession de Barcelonne. Notre commerce est tout à fait ruiné, et le peu d'industrie qui nous reste est dû seulement aux fournitures faites aux troupes carlistes et aux objets expédiés dans les villes qui jouissent déjà de la protection de l'autorité légitime. Les Anglais nous inondent de produits de leurs manufactures, et ils ne perdent aucune occasion d'anéantir les tristes restes de nos fabriques. »

PAYS-BAS. — *La Haye*, 29 août

Nous lisons dans l'*Arnhemse Courant* qu'on fait des démarches actives, dont s'occupe le gouvernement, pour rendre le vieil Yssel navigable, et que les administrations locales et autres que la chose concerne doivent s'assembler au premier jour à cet effet, sous la présidence d'un membre de la députation provinciale de Gueldre. Cette feuille ajoute que le bien-être d'une population de plus de 30,000 âmes réclame instamment l'exécution de ces travaux.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 6 septembre.

On écrit des frontières de Russie au *Mercur de Souabe* :

« Des journaux étrangers prétendent que les liens d'amitié existant depuis un quart de siècle entre les puissances du nord de l'Europe, se relâchent depuis quelque tems. Ils en attribuent la cause pour ce qui regarde les relations entre la Russie et l'Autriche aux affaires d'Orient et aux entraves de la navigation du Danube, et plus récemment pour ce qui regarde la Russie et la Prusse aux négociations relatives au commerce. »

» Il serait trop long d'entrer dans la refutation de toutes ces assertions. On ne peut nier l'inconstance des intérêts matériels des nations. Le tems les produit et les fait changer, mais à une époque comme celle actuelle ils sont tout-à-fait subordonnés aux hauts intérêts de principe. De manière qu'aussi long-tems que ce principe sera le même pour chacune des trois grandes puissances et qu'il n'est pas à prévoir qu'une seule d'entre elles s'écarte du principe de paix, d'ordre légal, de progrès général mais certain, les souhaits qui se manifestent dans les doutes ci-dessus mentionnés seront toujours des chimères. Du reste, la présence prochaine des augustes hôtes qui assisteront au grand spectacle militaire de Wos-

nesensk, démontre réellement, si cette démonstration était encore nécessaire, qu'il existe non-seulement entre les cabinets, mais encore parmi les hautes familles souveraines des états respectifs de ces liens intimes auxquels les peuples de l'Europe, à l'exception de ceux du sud-ouest, sont redevables du maintien du repos public. »

— On lit dans le *Journal du Commerce d'Anvers* :

« Pour ce qui est de l'importance des marchandises importées, nous avons avancé ce fait incontestable, qu'avant 1831, la plupart des navires ne nous apportaient que des cargaisons d'un grand prix, tandis que depuis, notre port n'a été guère encombré que d'objets de mince valeur. C'est là une observation capitale, selon nous. Jusqu'ici l'*Independent* n'y a rien répondu. En attendant qu'il le fasse, nous avons jugé à propos de ne pas laisser subsister notre observation dans sa généralité et sous forme de simple assertion ; nous avons voulu la préciser au moyen de chiffres. Nous avons donc recherché quel était pendant 1829 et 1836 l'importation des articles de commerce les plus importants et les plus précieux, et voici le résultat que nous avons trouvé. C'est la pièce dont nous parlions tantôt.

Importations à Anvers, en 1829 et 1836.

	1829.	1836.
Café.....	47 1/2 millions kilo.	18 1/2 millions kilo.
Sucre.....	57 » »	34 1/2 » »
Riz.. {	18,500 barriques.	10,900 barriques.
	98,300 balles.	1,400 balles.
Cuir.....	476,000 pièces.	236,500 pièces.

Nous garantissons l'exactitude de ces chiffres, et nous mettons l'*Independent* au défi de la contester.

Voilà un petit tableau qui ne nous paraît pas avoir besoin de bien longs commentaires. On n'a qu'à lire, et quand on compare, par exemple, les 98,000 balles de riz de 1829 aux 1400 (quatorze cents !) balles de riz de 1836, tout est dit. Nous ajouterons seulement, pour prouver combien les objets de vil prix affluent chez nous depuis la révolution, que, rien qu'à compter du 1^{er} janvier dernier jusqu'à ce jour, nous avons déjà reçu 125 cargaisons de bois du Nord.

D'après cela, on peut se faire une juste idée de l'importance respective des importations de 1829 et de 1836. »

— Les détails qui nous parviennent sur la reine Victoria, confirment de plus en plus ce que nous savions de la fermeté de son caractère et de la légèreté de sa tête : cette jeune princesse unit à la volonté inflexible d'Elisabeth aux caprices enfantins de Marie Stuart. Voila ce qui explique ce mot de lord Melbourne, en sortant dernièrement d'un conseil privé : *J'aimerais mieux avoir à conduire dix rois qu'une reine*. Sans doute il faut comprendre, dans les embarras qu'éprouve le premier ministre, l'influence que doit exercer sur l'esprit de la reine le nouveau secrétaire intime que son oncle Léopold vient de placer auprès d'elle pour remplacer sir Herbert Taylor. Cet émissaire de la cour de Laecken, cet *alter ego* du roi des Belges, est le baron Stockmar, son compatriote, que ce prince, lors de son arrivée en Angleterre, fit contrôleur de sa liste civile, quand il devint le mari de la princesse Charlotte, et majordome de Clarmont et de Marlborough-House.

Des personnes que nous avons raison de croire bien informées, assurent que le baron de Stockmar, a fait depuis peu un voyage en France et qu'il a été très-bien reçu à Neuilly. Quant à la reine Victoria, elle a pris, à ce qu'on dit, très-cavalièrement possession du royal château de Windsor et s'est dispensée de suivre l'étiquette de l'ancien cérémonial ; elle s'est rendue directement dans ses appartemens, au grand désappointement de tous les dignitaires du château, tous à leur poste pour la recevoir. La jeune reine donne chaque jour des preuves de ses sympathies pour le pouvoir absolu, et elle l'allie on ne sait trop comment, par une singulière anomalie, avec la direction radicale qu'on lui fait donner aux affaires de son royaume. On a remarqué que la pièce qui lui plaît le mieux, est l'opéra d'*Anna Bolena* de Donizetti ; S. M. applaudit avec une affectation marquée tous les actes d'autorité despotique d'Henri VIII. Pauvre enfant royal qui croit qu'on joue avec un sceptre comme avec un éventail.

Particularités sur la reine Victoria.

A sa première visite à Windsor, la reine avait ordonné qu'on précipitât le train des chevaux, et comme les cavaliers de l'escorte n'étaient pas assez bien montés pour suffire à cette impatience, il arriva qu'un des hommes fût jeté à terre par sa monture, qui resta mort sur le pavé. On le dit à la sensible Victoria, qui reprit sur-le-champ d'un ton superbe : « Il paraît que hommes et bêtes se » sont endormis depuis quelque tems (et jetant autour d'elle un » regard copié d'Elisabeth), mais désormais, je les tiendrai » éveillés. » (National.)

— Votre majesté honorera-t-elle la revue de sa présence ? demandait lord Melbourne. — Peut-être, répondit S. M., je crains de déplaire à mes ministres, cas si j'y vais, je veux paraître à

cheval entre le duc de Wellington et lord Hill. Lord Melbourne n'a plus parlé depuis de la revue.

— Le 8 juillet, la reine manifesta à lord Duncannon le désir que le château de Buckingham fût prêt pour le jeudi suivant. Le directeur des domaines ayant objecté que ce serait une chose impossible. — Mylord, reprit la reine, j'ai mes raisons pour vouloir dîner dans ce château jeudi : vous m'obligerez de tout préparer. Lord Duncannon, de retour dans son hôtel, a trouvé une invitation à dîner avec S. M. au château de Buckingham, le 13. Il ne pouvait y avoir d'équivoque. — Est-ce l'avis de votre majesté ? disait l'autre jour le premier ministre, au moment de quitter la reine. — Oui, mylord, mais je sais avoir de la déférence pour les opinions d'autrui. — Une des dames de la cour ayant demandé à qu'elle époque S. M. pensait visiter Brighthon, la reine répondit en souriant : « Je n'en sais rien, j'ai déjà presque assez de l'air de Sussex. » (Allusion au nom de S. A. R. le duc de Sussex qui est en même tems le nom du comté de Sussex, où se trouve Brighthon.) (Age.)

Luxembourg, le 2 septembre 1837.

Monsieur le Rédacteur,

On vient de me communiquer un article du *Journal d'Arlon* du 30 août, très-flatteur pour moi, et rédigé probablement par l'un des instituteurs primaires de cette ville, auxquels j'avais rendu une visite lors de mon dernier passage à Arlon. Si je n'ai pas eu la satisfaction de les voir fonctionner, je n'avais pas besoin de cette épreuve pour emporter avec moi la conviction, que sous la direction des sujets les plus distingués de notre école-modèle, l'instruction primaire ne pouvait être que dans l'état le plus prospère. Je les remercie cordialement de leur souvenir amical, et vu l'intérêt qu'ils me portent, ils apprendront avec plaisir qu'on les a mal informés en leur disant :

« Qu'aujourd'hui je suis abreuvé de dégoûts de tout ce que le Roi Guillaume fait faire à Luxembourg par le directeur Fridemann, de Weilbourg, pour entraver l'instruction primaire et moyenne, et qu'ayant acquis la triste certitude que je ne puis plus remédier aux graves atteintes portées aux institutions les plus chères du pays, je me retire de la ville de Luxembourg pour me fixer dans un village sur les bords de la Moselle. »

D'abord le règlement de monsieur Fridemann, comme ils pourront s'en assurer aujourd'hui qu'il est rendu public, ne touche en rien l'instruction primaire, et sous ce rapport il ne peut me causer ni plaisir ni dégoût. L'instruction moyenne, comme je l'entends, n'a jamais été organisée chez nous dans un établissement spécial ; jusqu'à ce jour elle n'était qu'une superfétation de l'athénée, et comme telle, elle a gagné sous plusieurs rapports par le nouveau règlement. Ainsi, de ce côté, aucun sujet de mécontentement. D'autre part, notre bon Roi, loin de m'abreuver de dégoûts, par sa bienveillance envers moi, m'a si bien fixé sur l'Alzette, que je ne serai jamais tenté de la quitter pour la Moselle, autrement que pour parcourir pendant quelques jours, surtout lors d'une bonne vendange, ses bords riants et hospitaliers.

Veuillez, monsieur le Rédacteur, accorder dans un prochain numéro de votre journal, une petite place à ce peu de mots

De votre dévoué serviteur, MEYSZ.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

La chaire de chimie et d'histoire naturelle à l'athénée royal grand-ducal de Luxembourg est vacante. Les candidats, qui aspirent à l'occuper, sont

invités à adresser leur demande à son excellence le lieutenant-général, président de la commission gouvernementale, avant le 8 septembre courant.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 1837.

Le Directeur des études de l'Athénée, MULLER, professeur.

AVIS.

Luxembourg, le 29 août 1837.

Les intéressés sont avertis que les bourses d'études fondées à l'athénée de Luxembourg, sous les titres de APPERT et SIMON-FELLER, sont vacantes, la première pour un tiers, la deuxième en totalité. Ceux qui y prétendraient droit, en qualité de plus proches parens des fondateurs, sont invités à présenter leurs titres, dans le mois, à dater de ce jour, au secrétariat de la ville.

Les collateurs desdites bourses,
Le Bourgmestre, signé : SCHEFFER.

Le premier Echevin, SCHMIT-BRUCK.

ADJUDICATION DE FOURRAGES.

Sous approbation ultérieure de Son Excellence le Lieutenant-général, commandant provincial du grand-duché de Luxembourg,

Le Conseil d'Administration de la Compagnie de Maréchaussée dudit grand-duché, fera, le 25 du mois de septembre prochain, au moins offrant, l'adjudication de la fourniture des fourrages nécessaires pour les chevaux de ladite Compagnie, pour le terme de douze mois, à partir du 1^{er} novembre 1837 jusqu'au 31 octobre inclus de l'an 1838.

En conséquence, les amateurs qui désirent entreprendre cette fourniture, sont invités de faire leurs propositions à cet effet sur papier timbré, et par billet cacheté, signé par eux et par deux cautionnaires, indiquant en chiffres, ainsi qu'en toutes lettres, les sommes séparément, pour lesquelles ils offrent de fournir LES DIX LIVRES (des Pays-Bas) d'AVOINE, LES DIX LIVRES (des Pays-Bas) DE FOIN ET LES DIX LIVRES (des Pays-Bas) DE PAILLE.

Les billets mentionnés ci-dessus pourront être déposés au bureau du Conseil d'Administration susdit, tous les jours, excepté les dimanches, de neuf heures du matin jusqu'à midi, et cela jusqu'au 25 septembre prochain inclusivement.

On pourra également, au bureau, et pendant le tems susmentionné, prendre lecture du cahier des charges, ainsi que des formalités strictement à observer pour l'inscription des billets.

Luxembourg, le 29 août 1837.

Le Capitaine commandant la comp^e.

F.-J. LINARD.

AVIS.

Mercredi, 6 du courant mois de septembre, à neuf heures du matin, et jours suivans, continuation de la vente de meubles et marchandises, outils de forge et de labour, fournaux, pots de différentes dimensions et vins, provenant de la succession de défunte dame Anne-Catherine Remy, épouse du sieur Neuberg, marchand de fer à Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 1837.

J. FUNCK, notaire.

JEUDI, 7 septembre, à deux heures de l'après-midi, sieur François SCHLOSSER, curé à Besch, en Prusse, vendra publiquement, en l'étude du notaire BAASEN, Grand-rue, n° 124, à Luxembourg, sa MAISON avec TANNERIE et dépendances, sis au GRÜND, rue des Tanneurs, entre le sieur Jacques Schlosser de deux côtés.

BAASEN.

Le sieur SCHARFF, aubergiste à STRASSEN, sur la grande route de Luxembourg à Arlon, tient un dépôt de plusieurs qualités de Lins peignés, semences de Trèfle anglais et Lin de Russie; le tout à des prix très-raisonnables.

Bei Herrn Scharff, Gastwirth zu Straßen, an der Landstraße von Luxemburg nach Arlon, sind in den billigsten Preisen zu haben:

Verschiedene Qualitäten Flachß;
Englischer Heesamen, und
Russischer Flachßsamen.

AVIS IMPORTANT.

LA PREMIERE VENTE qui aura lieu sous la garantie du Gouvernement à Vienne, est celle des

DEUX PALAIS DE WIEDEN.

d'une Somme totale de

DEUX MILLIONS 182,500 FLORINS, V. DE. V.

IRRÉVOCABLEMENT LE 21 OCTOBRE PROCHAIN.

Une Action, frs. 20. — Sept Actions y compris UNE ROUGE GAGNANTE à frs. 120.

S'adresser directement à l'ADMINISTRATION GÉNÉRALE de

Léopold Deutz et C^{ie}, à MAYENCE s. l. Rhin.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.